

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA Lacq

Etablissement de Lacq
BP n 13
64170 Lacq

Références : DREAL/2025D/10394

Code AIOT : 0005205103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement ARKEMA Lacq implanté Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Lacq
- Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005205103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site d'Arkema sur la plate-forme de Lacq est dédié à la fabrication de produits chimiques organiques soufrés pour diverses applications.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1999 et réglementé à travers plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires. Le site est classé IED et Seveso Seuil haut, et a fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 06 mai 2014.

Le traitement des effluents atmosphériques est opéré au travers de l'unité TREFLé depuis juin 2025, et les périodes d'indisponibilité de cette unité sont palliées par la remise en fonctionnement de l'URS, ancien moyen privilégié de traitement de ces effluents.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 1.1.1 Annexe	Prescriptions complémentaires	
6	Auto surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 7.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites de rejet applicables à l'unité TREFLE (rejet N°11)	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.4	Sans objet
3	Indisponibilité de l'Unité de traitement des effluents atmosphériques	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.5	Sans objet
4	Échéancier de mise en service du traitement des bacs de stockage de	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	DMDS		
5	Mesures PFAS dans les rejets air des installations d'incinération de déchets	AP Complémentaire du 31/10/2024, article 2	Sans objet
7	Surveillance de l'environnement	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 7.2.1.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral autorisant l'entrée en service de l'unité TREFLe n'a pas pris en compte la nécessité d'affecter la rubrique 2770 à cette unité, du fait du traitement effectué des effluents atmosphériques issus de l'activité voisine de Sobegi. Un prochain acte réglementaire permettra d'y remédier.

Le suivi réglementaire des émissions atmosphériques est effectué selon les dispositions prévues par arrêté préfectoral, et plusieurs paramètres sont suivis en continu de façon volontaire et pour améliorer l'efficacité de la conduite de l'installation.

Les résultats des mesures effectuées lors des périodes de fonctionnement de l'unité montrent que les niveaux de rejet sont inférieurs aux valeurs limites, mais ces résultats doivent être confortés par des analyses sur de plus longues périodes de fonctionnement, et à l'appui des mesures ponctuelles qui seront effectuées début décembre 2025 (métaux, HCl, poussières).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 1.1.1 Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Tableau de classement
Constats : L'unité TREFLe traite des effluents gazeux, et possiblement aqueux à l'avenir, en provenance des unités d'Arkema et de Sobegi. De fait, compte-tenu des modalités d'application décrites dans la note DGPR du 27/04/2022 relative aux rubriques déchets de la nomenclature des ICPE, il convient de retenir la rubrique 2770 à l'unité sans pour autant appliquer les arrêtés ministériels associés aux installations d'incinération de déchets. Par ailleurs compte tenu de cette spécificité de l'installation, les règles en matière d'exclusion des quotas CO ₂ pour la directive SEQE ne sont pas applicables.
Type de suites proposées : Avec suites

N° 2 : Valeurs limites de rejet applicables à l'unité TREFLE (rejet N°11)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus de TREFLE doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ de 11 %.

Pour le paramètre SO₂ faisant l'objet d'une surveillance permanente, 10 % de la série des résultats des mesures sur 30 minutes, peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.

Paramètre	Valeur en moyenne journalière
Poussières totales	5 mg/m ³ si le flux est supérieur à 50 g/h
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COVT)	20 mgC/m ³ si le flux est supérieur à 100 g C/h
Méthane (CH ₄)	50 mg/m ³
Monoxyde de carbone (CO)	100 mg/m ³
Dioxyde de soufre (SO ₂)	150 mg/m ³
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	100 mg/m ³
Acide sulfurique (H ₂ SO ₄)	35 mg/m ³ en moyenne annuelle
Cadmium, mercure et thallium, et leurs composés	0,05 mg/m ³ par métal et 0,1 mg/m ³ pour la somme des métaux, si le flux dépasse 1 g/h

Nickel	0,1 mg/m ³ si le flux horaire dépasse 0,15 g/h
Plomb	0,1 mg/m ³ si le flux horaire dépasse 0,1 g/h
Métaux (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	5 mg/m ³ si le flux horaire dépasse 25 g/h
Mercaptans	20 mg/m ³ si flux > 100 g/h

Le flux d'acide sulfurique en sortie de l'unité TREFLe doit être inférieur à 2,5 kg/h.

Constats :

Les COVt, NOx et le SO₂ sont suivis en continu pour l'unité TREFLe, et l'H₂SO₄ est suivi de la même façon que sur l'URS afin de permettre une évaluation comparative des émissions d'acide sulfurique.

Des analyseurs de SO₂ sont présents aux différents étages du traitement afin de piloter l'injection de H₂O₂.

Les premières mesures acquises en juillet et août montrent des concentrations en sortie de la cheminée situées entre 50 et 100 mg/m³, pour des flux entre 15 et 20 kg/j de SO₂.

La Valeur Limite d'Emission (VLE) de NOx est également respectée, les périodes de marche stabilisée en août montrant des émissions entre 32 et 66 mg/m³ pour une limite à 100 mg/m³. Les concentrations en COVt sont très basses, toujours inférieures à 2 mg/m³.

La période de fonctionnement durant l'été n'a pas permis de réaliser les analyses ponctuelles à partir de prélèvement en sortie à la cheminée, et ces mesures seront effectuées semaine 49 lors des tests de qualification des équipements de mesure (QAL2 et QAL3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Arkema communiquera à l'inspection les résultats des tests de qualification des équipements de mesure sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Indisponibilité de l'Unité de traitement des effluents atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

La société Arkema est tenue de mettre en œuvre des dispositions opératoires particulières lors

des périodes d'indisponibilité de l'Unité de Revalorisation du Soufre (URS) ou de TREFLe visant à réduire de 30 % les émissions de dioxyde de soufre lors des phases d'indisponibilité totale ou partielle de TREFLe supérieures à 24 h. Ces mesures doivent permettre de limiter à moins de 700 kg/h en moyenne journalière le débit de gaz du réseau de torche.

Le flux annuel d'émissions de dioxyde de soufre, phases transitoires ou dégradées incluses demeure limité annuellement pour l'ensemble des installations à :

- 850 tonnes en 2024 ;
- 725 tonnes en 2025 ;
- 600 tonnes en 2026 ;
- 500 tonnes à partir de 2027.

Le flux cumulé d'émissions de SO₂ du site au 30 juin de chaque année est inférieur ou égal à 67 % du total annuel autorisé.

L'exploitant justifie, lors de chacune de ses transmissions mensuelles, des émissions de dioxyde de soufre du site, que le flux cumulé de ces mêmes émissions sur les trois derniers mois de la même année calendaire est inférieur ou égal à 40 % du total annuel autorisé. Si les émissions cumulées des trois derniers mois sont supérieures à ce seuil, l'exploitant remet dans le mois qui suit un programme d'action répertoriant l'ensemble des actions correctives immédiates dont le résultat doit permettre de garantir le respect des émissions annuelles de SO₂. L'exploitant s'assure de la mise en place effective des actions de ce programme ainsi que de l'atteinte des résultats intermédiaires définis pour garantir le respect des émissions annuelles de SO₂.

Les installations ne peuvent être maintenues en production durant des phases d'arrêts programmés de TREFLe plus de 20 jours par an.

Au 31 mars de chaque année, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées un bilan d'exploitation de l'unité TREFLe faisant état des causes d'arrêt et des modes de défaillance de l'unité TREFLe ainsi que de leurs conséquences en termes d'émissions de SO₂. Ce bilan sera nécessairement accompagné d'un descriptif des investigations menées et des améliorations envisageables afin d'optimiser le fonctionnement de l'unité dans une logique d'amélioration continue.

Avant le 31 mars 2028, Arkema remettra à l'inspection un bilan d'exploitation consolidé de TREFLe portant sur les 3 premières années.

L'instruction des bilans remis au titre des deux alinéas ci-dessus pourra conduire à actualiser les prescriptions applicables à l'unité et à ses émissions.

L'unité TREFLe est autorisée à entrer en fonctionnement à compter du 1^{er} janvier 2025.

Constats :

La procédure de surveillance des émissions de SO₂ a été présentée (SSE/ENV/MO.009).

Des analyses sont pratiquées entre 2 et 4 fois par mois afin de déterminer une composition moyenne des gaz du réseau torche qui sont envoyés pour torchage ou traitement à l'unité TREFLe.

La richesse en soufre des effluents torchés est calculée sur la base des analyses du mois en cours.. Cette teneur varie peu en moyenne mensuelle, autour de 30% en masse de soufre si toutes les unités sont en fonctionnement.

Le démarrage d'une production IPM (15 jours par an), génératrice d'émissions majorées de SO₂, n'est pas autorisé en cas d'arrêt programmé de l'URS.

L'unité TREFLe est actuellement en fonctionnement, et a été arrêtée durant plusieurs semaines pour des problèmes de débouchés de l'acide sulfurique produit dans l'attente de sa complète qualification.

Les stockages d'acide sulfurique sont remplis après 2 semaines de fonctionnement de TREFLe, et

la maintenance programmée de l'URS (toujours en fonctionnement en back up de TREFLe pendant sa phase de stabilisation) va être menée durant cette phase de fonctionnement de TREFLe afin de pouvoir pallier d'autres incidents lors de cette période d'apprentissage de l'unité. La température du four est fixée à 900°C, sur les préconisations du fournisseur.

2 déclenchements de TREFLe ont eu lieu depuis le redémarrage le 7 novembre, suivis de torchage et de reprise des effluents après réparation.

Le registre de surveillance du torchage a été présenté. La richesse en soufre prise en compte pour les derniers torchages est de 0,312, et mise à jour après la première analyse reçue le jour de l'inspection. Le 14 novembre, les émissions de SO₂ à la torche se montent à 381 t, et il n'est pas prévu d'interrompre les traitements pour d'autres phases de maintenance des unités de traitement avant la fin de l'année.

Le registre de torche a été examiné depuis le mois de mai et montre que les phases de torchage prolongées, durant plus de 24h, n'occasionnent pas de combustion d'effluents à plus de 700 kg/h. Sur l'année 2024, l'exploitant présente un flux d'émission de SO₂ de 459 tonnes.

L'exploitant précise, au vu de ses tableaux de suivi, que le flux d'émissions de SO₂ à la mi-novembre est de 381 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Arkema communiquera à l'inspection le registre de surveillance du torchage pour l'année 2025 avant le 15 janvier 2026, ainsi que la procédure SSE/ENV/MO.009.

Le dossier de porter à connaissance TREFLe indiquant que la mise à l'arrêt définitive de l'URS serait postérieure au démarrage de l'unité TREFLe afin de pallier d'éventuels dysfonctionnements lors de la phase de démarrage et de fiabilisation de l'outil, un planning de fin d'exploitation de cette unité et les modalités de cessation d'activités. Il est rappelé que pendant la période transitoire actuelle les modalités de surveillance et les VLE fixées par l'arrêté en vigueur doivent être respectées..

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Échéancier de mise en service du traitement des bacs de stockage de DMDS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Arkema mettra en service avant le 1^{er} janvier 2026 un traitement du ciel gazeux des bacs de stockages généraux de DMDS.

Constats :

Les travaux sont terminés pour la connexion des événements des bacs de DMDS à des filtres de charbon actif. La connexion n'est pas opérée à ce jour du fait de l'absence de la mesure de CO dans les filtres à charbon actif, en prévention de point chaud. Le raccordement sera effectué dans les délais prévus et le bon fonctionnement du traitement sera vérifié après démarrage.

La saturation des filtres sera suivie hebdomadairement à partir d'une mesure des COV en sortie des filtres à partir d'une mesure PID.

La visite sur site a permis de constater l'avancement des travaux, la mise en place effective des filtres et les travaux de raccordement des bacs.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Arkema communiquera la procédure de gestion de la saturation des filtres à charbon actif (niveaux d'émission déclenchant le changement des filtres, durée de vie attendue, OTNOC envisagées s'il en existe..) avant le 15 janvier 2026.</p> <p>L'exploitant devra également préciser la nature de la surveillance à mettre en place en sortie des filtres en application de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 compte tenu de la nature du rejet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures PFAS dans les rejets air des installations d'incinération de déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/10/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation. Cette campagne porte sur:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté; 2) La mesure du fluorure d'hydrogène (HF); 3) La mesure des principaux paramètres périphériques associés: débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.
<p>Constats :</p> <p>L'unité TREFLe devrait être classée avec la rubrique 2770 du fait des motifs exposés supra. Ceci étant, même si de façon générale les dispositions des arrêtés ministériels applicables aux installations d'incinération de déchets ne lui sont pas applicables, l'unité TREFLe entre quand même dans le champs d'application de l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 (rubrique 2770). L'exploitant est donc redevable d'un campagne de recherche de PFAS avec toutefois la possibilité d'y déroger en démontrant que e la composition des flux de déchets entrants dans l'installation est stable dans le temps, et que les déchets entrants ne contiennent pas de substances PFAS (article 6 III de l'arrêté susmentionné).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Arkema se positionnera sur la réalisation d'ici 30 avril 2028 de la campagne de recherche de PFAS et/ou fournira si nécessaire les justificatifs quant à la possibilité d'en être exempté compte tenu de de l'article 6 III de l'arrêté du 31 octobre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 7.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Rejet N°11 : TREFLE

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Température des gaz de combustion	Continu	Oui
Poussières totales	Semestrielle	Non
PM 2,5 et PM 10	Semestrielle	Non
CO	Semestrielle	Non
CH ₄	Semestrielle	Non
O ₂ - H ₂ O	Continu	Oui
COVT	Trimestrielle	Non
SO ₂	Continu	Oui
NOx	Évaluation en continu et contrôle trimestriel	Oui
HCl	Semestriel	Non
H ₂ SO ₄	Évaluation en continu et contrôle trimestriel	Oui
M é t a u x (Al+Cd+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+N i+Pb+Sn+Zn)	Semestrielle	Non

i+Pb+Sn+Zn)		

Constats :

Les paramètres qui sont prévus avec un suivi en continu dans l'arrêté préfectoral sont bien pris en compte par Arkema et ont fait l'objet d'une transmission par moyenne journalière. Les NOx, le CO et les COVt, dont le suivi en continu n'est pas imposé, disposent d'une fréquence d'analyse identique, avec transmission des moyennes journalières.

Les paramètres devant être mesurés de façon ponctuelle (métaux, poussières et HCl) seront analysés lors de campagne de qualification évoquée précédemment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les résultats des analyses ponctuelles (semestrielle/trimestrielles) listées dans le tableau ci-dessus et fait en sorte à l'avenir de respecter les fréquences.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance de l'environnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 7.2.1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure la surveillance environnementale de l'acide sulfurique (H₂SO₄) hors de la plate-forme Induslacq conformément au plan de surveillance du 13 novembre 2019. Toute modification des modalités de surveillance sera soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de surveillance a été réalisée annuellement et le rapport produit par Ramboill a été communiqué à l'inspection.</p> <p>Il ne fait pas état de concentrations supérieures au niveau des cibles par rapport aux récepteurs témoin ou hors zone. Les concentrations moyennes pour toutes les cibles sont inférieures à la VTR de 1 g/m³. On peut relever la difficulté de statuer sur la conformité de ces mesures du fait de la proximité entre la limite de quantification (0,7 g/m³) et la VTR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

